

DREAL-UD69-LL
DDPP-SPE-OG

**ARRÊTÉ n° : DDPP-DREAL 2025-201
portant mise en demeure
de la société PURFER à Lyon 7^e**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 décembre 2023 relatif la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mars 2004 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société CFF-Recycling / PURFER dans son établissement situé 10 rue de Fos-sur-Mer Port Édouard Herriot 69007 Lyon ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées établi suite à sa visite d'inspection réalisée le 3 septembre 2025 sur le site exploité par la société PURFER ;

VU le courrier du 10 septembre 2025 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, lui transmettant le rapport d'inspection susvisé et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai qui lui était imparti ;

CONSIDÉRANT la plainte déposée le 26 août 2025 auprès de la Préfecture du Rhône, relative aux fumées émanant du site ;

CONSIDÉRANT que la visite inopinée et réactive du 3 septembre 2025 a permis à l'Inspection des installations classées de constater que la société PURFER continue d'exercer une importante activité de découpe au chalumeau ou oxycoupage pour les pièces métalliques de grande dimension et que cette activité génère des fumées continues pendant cette opération ;

CONSIDÉRANT que le rapport de la précédente visite d'inspection du 18 juillet 2023 demandait à l'exploitant de produire avant le 6 décembre 2023 une note-étude sur la solution technique à retenir pour la captation de ces fumées, qui n'avaient pas été identifiées comme source de nuisance lors du dépôt initial du dossier de demande d'autorisation en 2003 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas pris en compte les demandes de l'Inspection s'agissant de la réduction des nuisances de l'oxycoupage ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé dispose que « l'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 3 septembre 2025, l'Inspection a relevé que l'exploitant PURFER ne dispose pas du Plan de défense contre l'incendie sur site alors que sa présence est obligatoire depuis juillet 2024 et vise en particulier à répondre aux besoins des services de secours en dehors des heures ouvrées ;

CONSIDÉRANT que l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2004 susvisé dispose que l'exploitant doit présenter son retour d'expérience sur tout dépassement de valeur limite d'émission et sur l'efficacité du pré-traitement des eaux avant leur rejet au Rhône ;

CONSIDÉRANT que lors des inspections du 18 juillet 2023 et du 3 septembre 2025, l'Inspection a relevé que l'exploitant n'effectue pas et ne transmet aucun retour d'expérience sur l'équipement de pré-traitement des eaux avant rejet au Rhône installé en 2021 et sur les dépassements constatés ;

CONSIDÉRANT dès lors, au regard des écarts aux dispositions réglementaires susmentionnées, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PURFER de se conformer à ces dispositions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société PURFER (SIRET 33262817100032), qui exploite le site situé au 10 rue de Fos-sur-Mer Port Édouard Herriot 69007 Lyon, est mise en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de se mettre en conformité avec les dispositions :

- de l'article 2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2004 susvisé, relatif aux nuisances de l'oxycoupage,
- de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé, relatif au Plan de Défense Incendie,
- de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2004 susvisé, relatif au rejet d'eaux susceptibles d'être polluées, dans le Rhône.

ARTICLE 2

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 6

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Lyon.